

Il y a quarante ans, la guerre des six jours

Comment l'occupation a transformé Israël

En quarante ans, Israël est passé des kibboutzim collectivistes à une économie capitaliste mondialisée, et d'une société relativement égalitaire à l'une des plus inégalitaires de l'Occident. Toutes ces évolutions s'enracinent dans l'occupation des territoires palestiniens et remontent donc à la guerre de 1967. D'autant que la victoire éclatante remportée alors n'a pas empêché que six nouveaux conflits se déclenchent, qui n'ont pas tourné à l'avantage du pays...

Par MERON RAPOPORT

Journaliste israélien, lauréat du prix Napoli de journalisme, licencié du quotidien Yediot Aharonot après avoir intitulé un article sur les affaires du premier ministre : « Sharon n'a pas dit la vérité ». Désormais journaliste au quotidien Haaretz, Tel-Aviv.

Parfois, notre mémoire nous trompe : alors que quarante années nous séparent de la guerre des six jours, une partie des Israéliens se plaisent à croire que la période d'avant 1967 fut un âge d'or, notre paradis perdu. Et qu'Israël, avant 1967, était une société à taille humaine et juste, où les valeurs du travail, de l'humilité et de la solidarité l'emportaient sur l'avidité et l'égoïsme, où tout le monde se connaissait, et surtout où personne n'occupait de territoires.

Bien évidemment, c'est une pure illusion. En 1966, dernière année avant l'occupation, le chômage avait atteint le taux record de 10 %, l'économie connaissait une forte récession et, pour la première fois dans l'histoire du pays, plus d'Israéliens le quittèrent que de nouveaux immigrants ne s'y installèrent. De surcroît, cette année-là, les quatre cent mille Arabes israéliens qui n'avaient pas abandonné leurs villages lors de la guerre de 1948 se virent libérés du « gouvernement militaire (1) ». Leur situation n'en resta pas moins critique, leurs terres étant progressivement confisquées pour construire de nouvelles agglomérations juives.

A partir de la guerre des six jours, Israël fut considéré comme une superpuissance militaire régionale, voire internationale. Ce que l'on sait moins, c'est que la guerre modifia spectaculairement l'économie nationale. Celle-ci prospéra, la récession prenant fin et le chômage baissant fortement. Quarante ans plus tard, Israël est devenu un autre pays. Alors qu'en 1967 le produit intérieur brut par habitant atteignait péniblement 1 500 dollars, en 2006 il a culminé à 24 000 dollars (17 700 euros), plaçant Israël à la vingt-troisième place dans le « Rapport sur le développement humain 2005 » réalisé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). De surcroît, en quatre décennies, plus d'un million et demi de Juifs s'y sont installés, la population juive totale passant ainsi de 2,4 millions à 5,5 millions. On comprend donc pourquoi beaucoup de citoyens israéliens perçoivent la guerre des six jours comme un moment décisif dans la *success story* du pays.

Pour d'autres, en revanche, 1967 constitue la cause de tous nos maux. Théoriquement, l'écrasante victoire des Forces de défense d'Israël face aux trois armées les plus puissantes du monde arabe – celles d'Égypte, de Jordanie et de Syrie – aurait dû rassurer les Israéliens et leur donner un sentiment de sécurité. Ce fut loin d'être le cas. Israël est tout sauf un lieu sûr, et, depuis 1967, le pays a connu pas moins de six conflits : la guerre d'usure le long du canal de Suez (1968-1970), la guerre de Kippour (1973), les deux Intifadas (1987-1993 et 2000-2005), et les deux guerres du Liban (1982 et 2006). Quelque cinq mille Israéliens et environ cinquante mille Arabes – égyptiens, syriens, libanais et bien sûr palestiniens – y ont perdu la vie. Bref, Israël n'a toujours pas clos le septième jour de sa guerre des six jours.

La difficulté pour le pays n'est pas seulement que le conflit perdure, mais que l'armée n'en sort plus victorieuse. Devenu historien, le général à la retraite Dov Tamari a fait observer, juste après les événements du Liban de l'été 2006, que la guerre de 1967 avait été sa dernière victoire incontestable. Selon lui, tous les autres bras de fer ont débouché sur un retrait, voire une défaite. Et, à chaque fois, Tel-Aviv a dû faire des concessions importantes. Ainsi, la guerre de 1973 se solda par le retrait total du Sinaï, conformément aux accords de paix signés avec l'Égypte en 1979. La première Intifada conduisit aux accords d'Oslo en 1993 ; l'invasion du Liban de 1982 se termina par un retrait inconditionnel en 2000. Quant à la seconde Intifada, elle poussa au démantèlement des colonies de peuplement de Gaza, voici près de deux ans.

Et que dire de la dernière guerre du Liban ! Si la classe politique a, un temps, crié victoire, seuls 20 % des Israéliens, selon une étude publiée par *Haaretz* une semaine avant la fin de la guerre, estiment avoir gagné. Cette difficulté à remporter une franche victoire explique sans doute pourquoi un vétéran de la politique israélienne a récemment avoué – sous le sceau de l'anonymat – qu'il n'était pas sûr qu'Israël survive encore dans vingt ans. Au lieu d'apaiser les peurs, ces quarante années d'occupation n'ont donc fait que les accentuer.

Quand les choses se sont-elles gâtées ? Cela ne date pas d'hier. Le général Moshe Dayan, le responsable politique le plus éminent de l'époque, prononça après le triomphe de 1967 cette phrase célèbre : « *Nous attendons un appel téléphonique des Arabes.* » Il voulait faire croire qu'après cet appel Israël se retirerait des territoires occupés – du Sinaï, de la bande de Gaza, de la Cisjordanie et du Golan – en échange d'accords de paix avec le monde arabe. Dans son livre *1967* (2), l'historien Tom Segev démontre que telle n'était pas vraiment l'intention du gouvernement israélien. C'est pourtant ainsi que la position d'Israël fut perçue en son sein et dans le monde.

A cette même période, Israël enclencha d'ailleurs un processus qui allait rendre très difficile, voire impossible, tout accord fondé sur l'échange de territoires contre la paix. Le premier ministre travailliste Levi Eshkol, réputé « colombe », laissa les premiers colons s'installer avant la fin de l'année 1967 en Cisjordanie (à Kfar Etzion). Dayan, alors ministre de la défense, ordonna de détruire les villes et les villages syriens sur le plateau du Golan occupé, pour permettre la construction d'une colonie israélienne sur les ruines de la ville syrienne de Kuneitra. Et, au début de l'année 1968, des Israéliens furent autorisés à vivre au cœur de la ville occupée de Hébron.

Quarante ans après, on voit les résultats. Le centre est devenu une cité fantôme où les Palestiniens ne sont autorisés ni à habiter ni à se promener ou à faire des achats – et tout cela pour laisser la place libre à quelque cinq cents colons juifs. Ce n'est pas un hasard si le premier attentat-suicide a eu lieu à Hébron, après que Baruch Goldstein, en 1994, eut assassiné vingt-neuf musulmans au sein de la mosquée d'Abraham, dans le caveau des Patriarches.

Il suffit de regarder une carte pour comprendre que les colonies de Cisjordanie ont été construites selon un plan établi à l'avance, d'une part pour isoler les communautés palestiniennes les unes des autres, et d'autre part pour créer une continuité entre les colonies juives et le territoire de l'État d'Israël d'avant 1967. Des implantations ont aussi été bâties autour des quartiers arabes de Jérusalem, pour séparer la partie orientale de celle-ci des villes et des villages palestiniens avoisinants, puis dans la vallée du Jourdain pour

séparer la rive ouest du Jourdain de la Jordanie. Des routes furent construites le long de ces colonies, au cœur même de la Cisjordanie, pour couper Naplouse de Ramallah ou Kalkilya de Tulkarem.

Le pays est comme victime du monstre qu'il a lui-même créé en quarante années

Grand architecte de la colonisation, M. Ariel Sharon a déclaré ouvertement, en 1975, que son but était d'empêcher la création d'une entité palestinienne. Appuyée par tous les gouvernements, de droite et de gauche, cette stratégie a réussi. Plus de deux cent cinquante mille Israéliens habitent aujourd'hui des centaines de colonies en Cisjordanie, sans parler des deux cent mille habitants des nouvelles agglomérations construites dans la Jérusalem occupée. Leur nombre même a permis de modifier l'attitude de la classe politique à leur égard : désormais, à la seule exception des formations arabes et du Parti communiste, tous les responsables israéliens – de M. Yossi Beilin à M. Ami Ayalon, et de M. Ehoud Olmert à Mme Tzipi Livni – considèrent que le rattachement des « blocs de colonies » doit faire partie intégrante de tout accord de paix. Le tracé du fameux mur de séparation vise d'ailleurs à les intégrer à Israël.

Ce qui est étrange, c'est que ces mêmes dirigeants, y compris M. Sharon avant son attaque cérébrale, reconnaissent aujourd'hui en privé – et parfois publiquement – que les colonies constituent le principal obstacle à la signature d'un accord de paix avec les Palestiniens et le monde arabe. Israël est comme victime de ce monstre qu'il a lui-même bâti durant quarante ans d'occupation. Il lui est impossible d'absorber ces colonies sans annexer la rive ouest du Jourdain, un pas que même les gouvernements de droite les plus extrémistes ont refusé de franchir en raison de ses implications aux niveaux international, juridique et surtout démographique – car la différence des taux de natalité fait que le « Grand Israël » comportera bientôt une majorité palestinienne. Mais il ne peut pas non plus s'en débarrasser, dans la mesure où les colonies de peuplement font figure de composante de la société israélienne. La colonisation est devenue un piège.

Israël est-il tombé volontairement dedans ? S'est-il accoutumé à l'occupation au point de ne plus pouvoir faire sans ? Depuis quarante ans, nous vivons dans une société fondée sur des privilèges. Certes, même avant la guerre des six jours, les nouveaux immigrants originaires des pays arabes jouissaient de droits inférieurs à ceux des Juifs arrivant d'Europe ; et les Palestiniens vivant en Israël étaient encore plus défavorisés. Mais, après 1967, l'Etat instaura un système officiel de discrimination : il a privé de ses droits politiques le million de Palestiniens résidant en 1967 en Cisjordanie et dans la bande de Gaza (on en recense actuellement trois millions et demi), dont la vie, dans tous ses aspects, a été placée sous le contrôle des commandants militaires.

Du coup, au long de ces quatre décennies, les relations entre les Palestiniens vivant sous occupation et les Israéliens se sont profondément dégradées. Mais, aux yeux de ces derniers, la situation dans laquelle les uns bénéficient de tous leurs droits et les autres en sont privés paraît totalement normale. Les restrictions de plus en plus importantes imposées aux Palestiniens en matière de déplacements, le fait que les Israéliens n'ont l'occasion de les rencontrer qu'en Cisjordanie lorsqu'ils y servent comme soldats ont conduit à accentuer ces différences. Mettre fin à l'occupation équivaldrait à renoncer au sentiment d'être un privilégié, un pas très difficile à franchir.

Un des grands bouleversements de la société israélienne après 1967 fut sa transformation rapide en une société capitaliste moderne. Les grands travaux entrepris après la guerre ont créé une puissante classe d'entrepreneurs, qui a pu exploiter la main-d'œuvre à bas prix des territoires occupés. Des milliards de dollars – depuis 1973, les Etats-Unis en accordent 3, chaque année, à Israël au titre de l'aide militaire – ont été consacrés à la haute technologie militaire la plus performante, transformant le pays en superpuissance du high-tech.

Parallèlement, avec le système de privilèges mis en place par l'occupation, la société s'est progressivement et extrêmement divisée. En 1967, plus de 80 % de la force de travail dépendait d'un

syndicat unique et puissant, qui contrôlait un tiers de l'économie nationale. Les kibboutzim jouissaient encore d'une grande considération. Actuellement, avec moins de 25 % de travailleurs syndiqués, nous avons une des sociétés les plus injustes du monde occidental : si l'on en croit le coefficient de Gini, qui mesure les inégalités, l'Etat hébreu occupe la soixante-deuxième place – une des plus mauvaises parmi les économies avancées (3). Dix-huit familles contrôlent 75 % de l'économie. Cette situation plonge partiellement ses racines dans la guerre des six jours.

Mentionnons d'autres conséquences importantes. Après 1967, le conflit israélo-palestinien a occupé une place prépondérante sur la scène internationale, si ce n'est la plus importante. Et Israël a tiré profit de cette situation. Ses excellentes relations avec les Etats-Unis, son rôle éminent au niveau international, sa puissance armée et sa prospérité viennent de là. Tout comme le fait que la Ligue arabe, après avoir refusé toute négociation au terme de la guerre des six jours, lui propose désormais de conclure une paix globale avec tous les pays arabes.

Un sentiment d'apocalypse s'est emparé de la société après le conflit du Liban de 2006

Mais les conséquences de 1967 comportent aussi des aspects très négatifs. Si Israël a gagné cette place privilégiée en Occident, c'est parce que l'Etat hébreu est considéré comme une ligne de front sanglante entre l'Occident et l'Orient, entre la civilisation « judéo-chrétienne » – étrange invention, quand on connaît l'histoire des deux religions... – et la civilisation musulmane. Après les attentats du 11-Septembre, cette vision s'est largement répandue en Israël, bien au-delà de la droite religieuse pour qui, depuis 1967, la colonisation en terre d'Israël obéit à la volonté divine. Cela a transformé le conflit israélo-arabe, d'abord territorial et donc politique, en affrontement culturel et religieux. Le vice-premier ministre et chef du parti Israël Beitenou (« Israël, notre maison »), qui prône le « transfert » de zones arabes d'Israël aux territoires occupés, a déclaré récemment au journal *Haaretz* qu'Israël était un « *avant-poste du monde libre* (4) ».

Tout cela peut expliquer le sentiment d'apocalypse qui s'est emparé de nombreux secteurs de la société israélienne après le conflit au Liban, l'été dernier. Dans la mesure où l'on présente le Hezbollah comme le bras armé de l'Iran et la République islamique comme le promoteur de cette « guerre des civilisations », l'échec de l'armée israélienne, pourtant puissante et ultrasophistiquée, face à quelques milliers de combattants chiites censés être mal entraînés a représenté un traumatisme. Beaucoup de gens ont perçu le fait que des milliers de roquettes aient été tirées sur le nord d'Israël, un mois durant, sans que l'armée parvienne à y mettre fin, comme le signe que nous, les Israéliens, nous ne sommes pas désirés dans la région et que nous pourrions, à long terme, être vaincus par le géant musulman.

Bref, ces quarante années ont fini par paralyser la société au point que ses dirigeants n'ont plus le courage de travailler à une solution réelle du conflit. L'occupation a fini par envahir Israël.

(1) Ce « gouvernement » les astreignait au couvre-feu, à des permis de déplacement, à des assignations à résidence, et favorisait la judaïsation des régions arabes d'Israël.

(2) Tom Segev, 1967, Denoël, Paris, 2007.

(3) Pour le coefficient de Gini, 0 représente la parfaite égalité. En 2006, Israël obtient 39,2, contre 36 pour le Royaume-Uni, 32,7 pour la France et 28,3 pour l'Allemagne... et 40,8 pour les Etats-Unis.

(4) *Haaretz*, Tel-Aviv, 30 mars 2007.